



## Bulletin Veille Europe n°95 Février 2020

### Sommaire

<b>Institutions de l'UE.....</b>	<b>2</b>
Conseil européen / Session extraordinaire sur le cadre financier pluriannuel européen.....	2
Parlement européen / Adoption d'une résolution pour une stratégie de l'Union visant à mettre un terme aux mutilations génitales féminines.....	2
Parlement européen / Débat sur la mise en œuvre du règlement Dublin III à la commission LIBE (libertés civiles, justice et affaires intérieures).....	3
Service de recherche du Parlement européen / Les droits à la réunification familiale des réfugiés et des bénéficiaires d'une protection subsidiaire.....	3
ERPS / Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du règlement Dublin III.....	3
Conseil de l'EU / Fin de l'Opération EUNAVFOR Med Sophia.....	3
<b>Agences et organes de l'UE.....</b>	<b>4</b>
EASO / Rapport sur la situation des femmes en Syrie.....	4
EASO / Rapport sur la situation socioéconomique de Damas (Syrie).....	4
EASO / Hausse de 13% des demandes d'asile en UE en 2019.....	4
FRA / Rapport trimestriel sur la situation migratoire en UE.....	5
<b>Institutions européennes.....</b>	<b>5</b>
Conseil de l'Europe / Le respect des droits fondamentaux dans les opérations Frontex.....	5
Conseil de l'Europe / Rapport sur la demande d'asile des femmes victimes de violence, le principe de non-refoulement et la Convention d'Istanbul.....	6
Conseil de l'Europe / Guide pratique coLAB – pratiques inclusives à l'égard des réfugiés dans l'enseignement supérieur.....	6
Conseil de l'Europe / La Commissaire aux droits de l'Homme appelle l'Italie à suspendre ses activités de coopération avec les garde-côtes libyens.....	7
<b>Organisations des Nations unies.....</b>	<b>7</b>
ONU Femme / Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard de la mutilation génitale féminine.....	7
HCR / Les chiffres 2019 de la réinstallation.....	7
HCR / Appel à soutenir les réfugiés afghans.....	8
HCR / Besoin de protection et d'abri pour les déplacés de Syrie.....	8
OIM / Nouveaux outils sur la protection et l'assistance pour les migrants vulnérable à la violence et à l'exploitation.....	8
<b>Organisations de la société civile.....</b>	<b>8</b>
ISI / Outils pour enseigner l'apatridie aux enfants.....	8
ECRE / Publications sur la coopération entre l'UE et l'Afrique en partenariat avec la société civile africaine.....	9
Heinrich-Böll-Stiftung / Rapport sur les lieux sûrs en méditerranée et la politique européenne d'externalisation de la responsabilité.....	9
<b>Focus nationaux.....</b>	<b>9</b>

Allemagne / Etude sur l'accès au marché du travail pour les réfugiés .....	9
Espagne / Préparation d'une loi durcissant la procédure d'asile .....	10
Italie / Révision des « décrets sécurité » de Matteo Salvini.....	10

## Institutions de l'UE

### **Conseil européen / Session extraordinaire sur le cadre financier pluriannuel européen**

Les 20 et 21 février 2020 s'est tenu un Conseil européen extraordinaire dédié au cadre financier pluriannuel européen. L'objectif de ce Conseil était d'atteindre un accord commun entre les Etats membres après la publication de la proposition de la Commission européenne en mai 2018. Malgré d'intenses préparations et de discussions, le président du Conseil européen a déclaré avoir besoin de plus de temps pour trouver un consensus entre les parties.

Ce Conseil européen était le premier depuis le Brexit, rendant les discussions particulièrement complexes avec une perte de 60-75 milliards d'euros de financement pour le budget européen. Plusieurs points sont au cœur des discussions : le montant du budget total, la priorisation des politiques européennes et les financements propres.

Suite aux discussions, le président Charles Michel n'a pas indiqué de date limite ni de méthode de travail pour atteindre un accord politique. Un nouveau Conseil européen extraordinaire devrait être organisé avant la session régulière du 26-27 mars.

---

#### **Pour plus d'informations**

Bilan du Conseil européen :  
[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/642815/EPRS\\_BRI\(2020\)642815\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/642815/EPRS_BRI(2020)642815_EN.pdf)

Déclaration de Charles Michel à l'issue du Conseil européen :  
<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/02/21/remarks-by-president-charles-michel-after-the-special-meeting-of-the-european-council-on-20-21-february-2020/>

Déclaration du Parlement européen à la veille du Conseil européen :  
<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200218IPR72822/cfp-la-proposition-du-president-michel-n-est-pas-acceptable-pour-le-parlement>

Fiche d'information sur le cadre financier européen pluriannuel :  
[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/631732/EPRS\\_BRI\(2020\)631732\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/631732/EPRS_BRI(2020)631732_EN.pdf)

---

### **Parlement européen / Adoption d'une résolution pour une stratégie de l'Union visant à mettre un terme aux mutilations génitales féminines**

Les mutilations génitales féminines (MGF) sont définies comme suit : « toute procédure impliquant l'ablation partielle ou complète des organes génitaux féminins externes ou d'autres lésions des organes génitaux féminins pour des raisons non médicales. » Habituellement, ces mutilations sont réalisées par un circonciseur traditionnel à l'aide d'une lame et sans anesthésie. Bien qu'elles soient internationalement reconnues comme une violation des droits humains, environ 68 millions de filles dans le monde risquent de subir des MGF d'ici 2030 et plus de 200 millions de filles et de femmes en vie aujourd'hui ont été victimes de mutilations génitales féminines.

Mercredi 12 février, les députés européens ont adopté une nouvelle résolution appelant la Commission européenne à inclure des mesures visant à mettre fin aux MGF dans la nouvelle stratégie de l'UE en matière

d'égalité des genres et à fournir des soins aux victimes. Les députés demandent à nouveau d'intégrer des mesures de prévention contre les MGF dans tous les domaines politiques, en particulier dans les domaines de la santé, de l'asile, de l'éducation et de l'emploi.

---

**Pour plus d'informations**

Résolution : [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0031\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0031_FR.html)

Fiche d'informations :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_ATA\(2017\)595916](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA(2017)595916)

Article : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/society/20200206STO72031/mutilations-genitales-feminines-ou-se-pratiquent-elles-et-pourquoi>

---

**Parlement européen / Débat sur la mise en œuvre du règlement Dublin III à la commission LIBE (libertés civiles, justice et affaires intérieures)**

Les auditions se sont déroulées le 19 février dans le cadre de la rédaction d'un rapport par le centre de recherche du Parlement européen du règlement Dublin III. Le rapport aura pour objectif de soutenir le travail du Parlement au regard du nouveau Pacte sur la migration et l'asile qui devra être présenté par la Commission européenne au printemps 2020.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué et documents de présentation :

<https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/product/product-details/20200211CHE07081>

Rapport de mise en œuvre du règlement Dublin :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_STU\(2020\)642813](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_STU(2020)642813)

---

**Service de recherche du Parlement européen / Les droits à la réunification familiale des réfugiés et des bénéficiaires d'une protection subsidiaire**

Cette note rappelle le cadre légal international et européen relatif au droit à la réunification familiale pour les bénéficiaires d'une protection internationale.

---

**Pour plus d'informations**

Fiche :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/646176/EPRS\\_BRI\(2020\)646176\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/646176/EPRS_BRI(2020)646176_EN.pdf)

---

**ERPS / Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du règlement Dublin III**

Le centre de recherche du Parlement européen a commissionné l'association ECRE pour réaliser une étude sur la mise en œuvre du règlement Dublin III sur la base des informations fournies par AIDA. Cette étude s'inscrit dans le cadre de la révision du régime d'asile européen commun dont le règlement Dublin initié en 2016. La Commission a l'obligation d'évaluer la mise en œuvre des législations européennes avant de lancer une réforme législative. Le Parlement européen a demandé à plusieurs reprises à la Commission d'effectuer cette évaluation. Sans réponse de la part de la Commission, le service de recherche peut commissionner des évaluations.

---

**Pour plus d'informations**

Rapport : [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_STU\(2020\)642813](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_STU(2020)642813)

---

**Conseil de l'EU / Fin de l'Opération EUNAVFOR Med Sophia**

Dans le cadre du Conseil de l'Union européenne « Affaires étrangères », le Service européen d'action extérieure a adressé une note aux représentants permanents des Etats membres concernant l'Opération

EUNAVFOR MED Sophia. Suite à ce Conseil, il a été décidé de mettre fin à l'opération Sophia EUNAVFOR Med au 20 mars 2020 et de la remplacer par une nouvelle mission dont l'objectif principal sera de faire respecter l'embargo sur les armes en Libye. Elle devrait avoir une triple dimension (aérienne, navale et satellitaire) et aura pour unique objectif le contrôle du respect de l'embargo par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Les détails de cette nouvelle opération seront annoncés en mars avec un lancement prévu au printemps.

---

**Pour plus d'informations**

Document EEAS : <http://www.statewatch.org/news/2020/feb/eu-eeas-note-coreper-operation-sophia-rescue-5995-20.pdf>

Article : <https://www.euronews.com/2020/02/18/eu-to-end-mediterranean-anti-smuggler-mission-and-tackle-libya-arms-flow>

---

## Agences et organes de l'UE

### **EASO / Rapport sur la situation des femmes en Syrie**

Dans ce rapport, le bureau européen d'appui en matière d'asile détaille la situation des femmes en Syrie incluant leur place dans la société, dans les zones contrôlées par des groupes armés non-étatiques, dans les zones kurdes, les groupes armés soutenus par les turcs, et sous influence d'ISIS.

---

**Pour plus d'informations**

Rapport :

[https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/02\\_2020\\_EASO\\_COI\\_Report\\_Syria\\_Situation\\_of\\_women.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/02_2020_EASO_COI_Report_Syria_Situation_of_women.pdf)

---

### **EASO / Rapport sur la situation socioéconomique de Damas (Syrie)**

L'EASO a publié un rapport d'information « pays d'origine » sur la Syrie et plus particulièrement sur la situation socio-économique de Damas. Ce rapport fournit des informations pour la détermination du statut de protection des demandeurs d'asile syriens. Ce rapport explore des indicateurs socio-économiques du gouvernorat de Damas, tels que l'hébergement, la santé, l'éducation, et la liberté de mouvement.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-coi-report-syria-socio-economic-situation-damascus-city>

---

### **EASO / Hausse de 13% des demandes d'asile en UE en 2019**

Le Bureau européen d'appui pour l'asile (EASO) a publié le 26 février 2020 une communiqué statistique sur les données de l'asile dans l'espace UE+ pour l'année 2019.

Selon les données EASO, les demandes d'asile dans l'espace UE+1 ont augmenté en 2019 pour la première fois depuis le pic de 2015. Au total, 714 200 demandes d'asile ont été enregistrées, soit 13 % de plus qu'en 2018. 10% de ces demandes sont des réexamens.

Syrie, Afghanistan et Venezuela constituent les trois principaux pays d'origine des demandeurs d'asile.

Parmi les 10 principaux pays d'origine des demandeurs d'asile figurent aussi l'Irak, la Colombie, le Pakistan, la Turquie, l'Iran, la Nigéria et l'Albanie. Par rapport à l'année précédente, la demande d'asile des Colombiens a été multipliée par trois, alors que celle des Irakiens a connu une baisse de 19%. Concernant les autres nationalités, en revanche, les chiffres restent relativement stables.

D'après EASO, la hausse globale de la demande d'asile peut être attribuée à la nette augmentation des demandes introduites par des ressortissants latino-américains exemptés de visas (suite aux Vénézuéliens figurent les Colombiens, les Salvadoriens, les Honduriens, les Nicaraguayens et les Péruviens) et, dans une moindre mesure, par la hausse de celles déposées par les Afghans et par les citoyens d'autres pays (Cuba, Moldova, RDC, Angola, Chine, Vietnam et Inde).

Parmi les nationalités qui, par contre, ont connu une baisse de la demande d'asile en 2019 figurent les Kosovars, les Libyens, les Arméniens (entre - 29% et - 24%) ; ainsi que, pour l'Afrique, les Ethiopiens, les Gambiens, les Erythréens, les Soudanais, les Ghanéens et les Ivoiriens (entre - 21% et - 10%).

Le taux de protection en première instance dans l'espace UE + en 2019 reste stable à 33 %. S'agissant des types de protection accordée, 70% étaient des statuts de réfugié et 30% des protections subsidiaires.

Les nationalités qui ont bénéficié des taux d'accord plus élevés étaient les Syriens (85 %), les Yéménites (82 %) et les Erythréens (81 %).

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://easo.europa.eu/news-events/asylum-applications-eu-increase-2019>

Synthèse (anglais) : <https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/easo-eu-2019-asylum-trends.pdf>

---

### **FRA / Rapport trimestriel sur la situation migratoire en UE**

L'Agence européenne des droits fondamentaux publie un rapport trimestriel sur les violations de droits fondamentaux liés aux enjeux migratoires et d'asile. Dans son dernier rapport, le FRA relève une nouvelle fois les conditions d'accueil déplorables dans les hotspots en Grèce en situation d'extrême surpopulation, mais également à Chypre, en Espagne, et à Malte. De nombreux mineurs non accompagnés ont dû rester dans des centres inadaptés pour les mineurs ou dans des postes de police. L'accès à l'asile reste difficile dans la plupart des Etats membres. Un manque d'informations, des obstacles à une assistance légale et des délais d'attente importants sont relevés à Chypre, en Finlande, en France, en Grèce, à Malte, au Pays-Bas et en Suède.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://fra.europa.eu/en/news/2020/deplorable-conditions-receptions-centres-and-police-violence-still-daily-reality-many>

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/migration-key-fundamental-rights-concerns-quarterly-bulletin-1-2020>

---

## **Institutions européennes**

### **Conseil de l'Europe / Le respect des droits fondamentaux dans les opérations Frontex**

Le Représentant spécial sur la migration et les réfugiés du Secrétaire général du Conseil de l'Europe a participé au Forum consultatif sur les droits fondamentaux de Frontex. Les participants ont échangé sur les derniers développements et les priorités à venir pour garantir le respect des droits dans les opérations de Frontex. Les discussions ont notamment porté sur l'importance des différentes formes de coopérations et la protection des enfants migrants.

---

#### **Pour plus d'informations**

---

---

Article : [https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-february-2020/-/asset\\_publisher/cVKOAoroBOtl/content/border-protection-and-the-rights-of-young-refugees-and-children-in-focus](https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-february-2020/-/asset_publisher/cVKOAoroBOtl/content/border-protection-and-the-rights-of-young-refugees-and-children-in-focus)

---

### **Conseil de l'Europe / Rapport sur la demande d'asile des femmes victimes de violence, le principe de non-refoulement et la Convention d'Istanbul**

Le Conseil européen a publié une nouvelle étude sur les demandes d'asile fondées sur les violences basées sur le genre, le principe de non-refoulement et les articles 60 et 61 de la Convention d'Istanbul. L'article 60 prévoit notamment que les violences basées sur le genre contre les femmes soit reconnue comme une forme de persécution dans le cadre de la Convention de Genève de 1951. L'article 61 prévoit de prendre les mesures nécessaires pour respecter le principe de non-refoulement et que les femmes victimes de violences en besoin de protection ne seront pas éloignées en cas de risque de torture ou de traitement inhumain ou dégradant.

L'objectif de ce rapport est de soutenir la mise en œuvre de ces articles par les décideurs politiques, les autorités migratoires et de contrôle des frontières, et les professionnels. Le rapport inclut une checklist qui aidera les parties prenantes à respecter les dispositions de la Convention relative au droit d'asile.

---

#### **Pour plus d'informations**

Rapport : [https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-february-2020/-/asset\\_publisher/cVKOAoroBOtl/content/new-study-on-gender-based-asylum-claims-and-non-refoulement](https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-february-2020/-/asset_publisher/cVKOAoroBOtl/content/new-study-on-gender-based-asylum-claims-and-non-refoulement)

---

### **Conseil de l'Europe / Guide pratique coLAB – pratiques inclusives à l'égard des réfugiés dans l'enseignement supérieur**

Le projet coLAB, une collaboration entre cinq établissements d'enseignement supérieur européens, est né du constat qu'un grand nombre de réfugiés possèdent une expérience et des qualifications professionnelles considérables. Malheureusement, leurs acquis peuvent ne pas être reconnus par les nouvelles communautés d'accueil et il est courant que le taux de chômage des réfugiés soit supérieur à la moyenne ou qu'ils soient employés à des postes inférieurs à leur niveau de compétence. Le projet coLAB, réalisé dans le cadre du programme conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe « Democratic and Inclusive School Culture in Operation » 1 (DISCO), a pour but de remédier à cette situation en recrutant des réfugiés en qualité d'« experts invités » pour partager leurs connaissances avec les étudiants et le personnel académique dans le cadre du programme académique. Ce projet apporte une formation précieuse aux experts réfugiés et promeut des pratiques d'enseignement inclusives qui peuvent être bénéfiques pour chacun dans l'enseignement supérieur.

Le projet a contribué à modifier la perception que le personnel enseignant et les étudiants avaient des réfugiés et a amélioré l'attitude des réfugiés à l'égard de leur pays d'accueil. Nous avons été fortement encouragés par l'enthousiasme manifesté pour le projet par les établissements d'enseignement et la société civile en général, ainsi que par la souplesse dont le personnel enseignant a fait preuve dans sa collaboration avec les participants. Ce guide pratique explique comment nous avons procédé et vise à donner des conseils pratiques aux établissements désireux de mener à bien des projets similaires.

---

#### **Pour plus d'informations**

Rapport : [https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-february-2020/-/asset\\_publisher/cVKOAoroBOtl/content/launch-of-toolkit-on-academic-integration-of-refugees-into-higher-education](https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-february-2020/-/asset_publisher/cVKOAoroBOtl/content/launch-of-toolkit-on-academic-integration-of-refugees-into-higher-education)

---

## **Conseil de l'Europe / La Commissaire aux droits de l'Homme appelle l'Italie à suspendre ses activités de coopération avec les garde-côtes libyens**

Dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères de l'Italie, Luigi Di Maio, rendue publique aujourd'hui, la Commissaire appelle le Gouvernement italien à intégrer des garanties en matière de droits de l'homme dans le mémorandum d'entente entre l'Italie et la Libye.

Tout en prenant note des discussions en cours qui visent à améliorer le respect des droits de l'homme dans l'avenir, la Commissaire appelle l'Italie à tenir compte de la réalité qui prévaut actuellement sur le terrain en Libye et à suspendre ses activités de coopération avec les garde-côtes libyens qui entraînent le renvoi en Libye des personnes interceptées en mer. Dans ce contexte, la Commissaire attire l'attention du gouvernement sur les principales garanties dont doit être assortie toute coopération avec des pays tiers dans le domaine migratoire pour que les droits de l'homme soient effectivement respectés.

---

### **Pour plus d'information**

Lettre et réponse des autorités italiennes : [https://www.coe.int/en/web/commissioner/view/-/asset\\_publisher/ugj3i6qSEkhZ/content/commissioner-urges-italy-to-suspend-co-operation-activities-with-libyan-coast-guard-and-introduce-human-rights-safeguards-in-future-migration-co-opera?\\_101\\_INSTANCE\\_ugj3i6qSEkhZ\\_languageId=fr\\_FR](https://www.coe.int/en/web/commissioner/view/-/asset_publisher/ugj3i6qSEkhZ/content/commissioner-urges-italy-to-suspend-co-operation-activities-with-libyan-coast-guard-and-introduce-human-rights-safeguards-in-future-migration-co-opera?_101_INSTANCE_ugj3i6qSEkhZ_languageId=fr_FR)

---

## **Organisations des Nations unies**

### **ONU Femme / Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard de la mutilation génitale féminine**

A l'occasion de la journée internationale de la tolérance zéro à l'égard de la mutilation génitale féminine le 6 février, l'ONU Femme publie un article sur cette pratique encore très répandue à travers le monde.

---

### **Pour plus d'informations**

Article : <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/1/feature-global-fight-to-end-fgm>

---

### **HCR / Les chiffres 2019 de la réinstallation**

Le nombre de réfugiés réinstallés a connu une hausse modeste en 2019 par rapport à 2018 (14 %). Mais cette hausse reste insuffisante au regard des besoins selon le HCR. Sur 1,4 million de réfugiés qui devraient être réinstallés d'urgence, seuls 63.696 l'ont été par l'intermédiaire du HCR en 2019. Le plus grand nombre de départs en réinstallation facilités par le HCR l'année dernière ont eu lieu vers les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la Suède et l'Allemagne. Parmi plus de 63.000 réfugiés réinstallés l'année dernière, la majorité d'entre eux étaient originaires de la Syrie, de la République démocratique du Congo (RDC) et du Myanmar.

Le HCR et l'OIM ont lancé ensemble l'Initiative sur la réinstallation durable et les parcours complémentaires (CRISP) pour mettre en œuvre les activités nécessaires à la réalisation des objectifs en matière de réinstallation et de voies d'admission complémentaires., les deux agences onusiennes appellent les États à fournir le soutien financier nécessaire, soit 19,9 millions de dollars.

---

### **Pour plus d'informations**

Article : <https://news.un.org/fr/story/2020/02/1061252>

---

## **HCR / Appel à soutenir les réfugiés afghans**

Le HCR a appelé le monde à redonner espoir à des millions d'Afghans déracinés - touchés par plus de quatre décennies de troubles en Afghanistan - et à leurs communautés d'accueil dans la région. Aujourd'hui, l'Afghanistan compte une population de 35 millions d'habitants. Près de 25% d'entre eux sont d'anciens réfugiés qui sont rentrés au cours des 18 dernières années, tandis que plus d'un million de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays.

Quelque 4,6 millions d'Afghans - dont 2,7 millions de réfugiés enregistrés - vivent toujours à l'extérieur du pays. Environ 90% d'entre eux sont accueillis par le Pakistan (1,4 million) et l'Iran (1 million). Selon une tendance inquiétante, les Afghans constituent le plus grand groupe de demandeurs d'asile arrivant actuellement en Europe.

---

### **Pour plus d'informations**

Article : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/briefing/2020/2/5e42872aa/deja-decennies-redonner-espoir-millions-refugies-afghans.html>

---

## **HCR / Besoin de protection et d'abri pour les déplacés de Syrie**

Le HCR est vivement préoccupé par la sécurité et le bien-être des civils dans le nord-ouest de la Syrie. La crise humanitaire est de plus en plus désespérée, avec un nombre massif de personnes en mouvement. Le HCR, dans le cadre de la réponse humanitaire mise en œuvre par les Nations Unies, s'efforce d'atteindre les personnes dans le besoin. Depuis début décembre, environ 700 000 personnes ont fui les zones de conflit dans les gouvernorats syriens d'Idlib et d'Alep. Les besoins cruciaux concernent les abris, aggravés par les conditions hivernales difficiles. Beaucoup ont déjà dû fuir à plusieurs reprises, laissant derrière eux leurs biens, et avec des places limitées pour se loger.

---

### **Pour plus d'informations**

Article : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/briefing/2020/2/5e43d0cfa/personnes-recemment-deplacees-syrie-durgence-besoin-protection-dabri.html>

---

## **OIM / Nouveaux outils sur la protection et l'assistance pour les migrants vulnérable à la violence et à l'exploitation**

L'OIM publie une nouvelle série de publications pour soutenir l'identification des vulnérabilités en lien avec la migration et pour améliorer la protection et la prise en charge des migrants. Ces outils doivent soutenir les Etats, les organisations internationales et les ONG dans leurs efforts pour améliorer la protection des migrants vulnérables.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué et outils : <https://www.iom.int/news/iom-launches-guidance-improve-protection-and-assistance-migrants-vulnerable-violence>

---

## **Organisations de la société civile**

### **ISI / Outils pour enseigner l'apatridie aux enfants**

L'Institut international sur l'apatridie a développé un outil pour enseigner ce qu'est l'apatridie à des enfants. Grâce à cet outil multidisciplinaire, interactif et ludique, les enfants pourront explorer les thèmes de la citoyenneté, des droits, et de l'apatridie grâce à des activités créatives. Le principal objectif de ce guide est de



renforcer la compréhension des enfants du monde qui les entoure, leur identité, leur relations aux autres, et leurs droits.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué et outil : [https://www.institutesi.org/resources/teaching-about-statelessness-with-neha?mc\\_cid=1bfa126bd9&mc\\_eid=c2dfcb2b36](https://www.institutesi.org/resources/teaching-about-statelessness-with-neha?mc_cid=1bfa126bd9&mc_eid=c2dfcb2b36)

---

**ECRE / Publications sur la coopération entre l'UE et l'Afrique en partenariat avec la société civile africaine**

Afin de mieux comprendre l'impact des politiques migratoires européennes et du cadre de coopération entre l'UE et l'Afrique, ECRE a sollicité des représentants de la société civile de plus pays africains pour rédiger une série de rapports d'analyse. Plusieurs documents sont ainsi disponibles :

- Les relations entre l'Union européen et l'Union africaine
- Le cas de Maroc
- Le cas du Sénégal
- Le cas du Niger
- Le cas de l'Ethiopie
- Le cas du Kenya
- L'inclusion des réfugiés au Kenya

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué et rapports : <https://www.ecre.org/from-imposing-to-engaging-african-civil-society-perspectives-on-eu-africa-cooperation/>

---

**Heinrich-Böll-Stiftung / Rapport sur les lieux sûrs en méditerranée et la politique européenne d'externalisation de la responsabilité**

Le bureau européen de centre de recherche publie une étude étudiant les considérations légales du débarquement de migrants et de réfugiés dans les pays d'Afrique du Nord par les Etats de l'UE et les navires de Frontex. Cette étude inclut des évaluations sur l'Algérie, l'Egypte, la Libye, le Maroc, et la Tunisie comme des lieux sûrs pour les personnes débarquées. Se basant sur les récentes évolutions de l'externalisation de la prise en charge des migrants et des réfugiés par des acteurs non-européens, l'étude conclut que l'UE et ses Etats membres ne peuvent pas échapper à leur responsabilité internationale en évitant le contact direct avec les migrants lorsqu'ils contribuent activement à la violation du droit international de la mer, des réfugiés et des droits fondamentaux.

---

**Pour plus d'informations**

Etude : <http://www.eu.boell.org/en/2020/02/18/places-safety-mediterranean-eus-policy-outsourcing-responsibility><http://www.eu.boell.org/en/2020/02/18/places-safety-mediterranean-eus-policy-outsourcing-responsibility>

---

## **Focus nationaux**

**Allemagne / Etude sur l'accès au marché du travail pour les réfugiés**

L'Office fédéral allemand des migrations et des réfugiés (BAMF) a effectué une étude en coopération avec l'Institut allemand de recherche sur l'emploi et le marché du travail (IAB) sur l'intégration des réfugiés au niveau national. Selon l'étude, 49% des réfugiés qui sont arrivés en Allemagne depuis 2013 ont trouvé un

emploi stable dans les cinq années après leur arrivée, un délai plus court qu'avant selon l'IAB. De plus, les investissements dans l'apprentissage de la langue ont permis d'améliorer les perspectives d'intégration, et 44% des personnes interrogées affirment avoir un bon ou un très bon niveau d'allemand.

---

**Pour plus d'informations**

Article : <https://www.dw.com/en/germany-half-of-refugees-find-jobs-within-five-years/a-52251414>

Rapport (en allemand) :

[https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Forschung/Kurzanalysen/kurzanalyse1-2020\\_iab-bamf-soep-befragung-sprache.html?nn=403976](https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Forschung/Kurzanalysen/kurzanalyse1-2020_iab-bamf-soep-befragung-sprache.html?nn=403976)

---

### **Espagne / Préparation d'une loi durcissant la procédure d'asile**

Selon un article d'El Pais, le projet de loi aurait été préparé suite à plusieurs injonctions de la Commission européenne afin d'adapter sa législation aux exigences européennes. Le projet prévoit notamment :

- La mise en place d'un délai de 30 jours pour l'introduction des demandes d'asile des primo-arrivants
- Limiter à 10 jours le délai pour introduire une demande d'asile pour les personnes placées en rétention
- Accélération de l'instruction des demandes d'asile en augmentant les motifs de refus de protection
- Introduction de la notion de pays d'origine sûrs et de vols intérieurs sûrs
- Suppression de l'intervention de la Commission interministérielle dans la décision d'attribution de l'asile en plus de l'Office espagnol pour l'asile et les réfugiés.

---

**Pour plus d'informations**

Article (en espagnol) : [https://elpais.com/politica/2020/02/18/actualidad/1582057149\\_114853.html](https://elpais.com/politica/2020/02/18/actualidad/1582057149_114853.html)

---

### **Italie / Révision des « décrets sécurité » de Matteo Salvini**

Alors ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini avait fait adopter par le gouvernement italien deux décrets sécurité en 2019 qui condamnaient l'aide aux personnes migrants, permettaient l'interception préventive des embarcations de sauvetage en mer et d'octroyer des peines de prison pour les membres d'équipage en cas de résistance. Après avoir fait éclater la coalition du gouvernement en août 2019, Matteo Salvini est sorti perdant des nouvelles élections. Le Ministère est aujourd'hui dirigé par Luciana Lamorgese depuis septembre 2019 et souhaite aujourd'hui réviser ces décrets. Elle propose notamment de mettre fin à la mise à quai des navires humanitaire et diminuer la somme maximale d'amende fixée à 50 000 euros. Les arrestations n'auront lieu qu'en cas de récidive. Elle prévoit également la création d'une protection spéciale pour les personnes en situation de grande vulnérabilité, le délai d'accès à la citoyenneté sera réduit de 4 à 2 ans et les préfets seraient autorisés à augmenter les ressources destinées aux structures d'accueil.

---

**Pour plus d'informations**

Article : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/litalie-renonce-a-la-politique-anti-migrants-de-matteo-salvini-1172521>

---